

## Chronique n° 36

Le 4 février 1933, Alcide Savoie décède à l'Hôpital Général de Sherbrooke, à l'âge de 60 ans. On peut penser que les tracas et ennuis financiers occasionnés par la crise des années 1930 aient miné, à la longue, sa santé. En 1929, il était devenu propriétaire de la fonderie Savoie-Guay, entreprise dont son père avait participé autrefois à la fondation, à Plessisville. La fonderie, durement frappée par la Crise, fermera ses portes peu de temps après qu'Alcide Savoie en soit devenu propriétaire. Comme tous les commerçants du temps, ce dernier avait été obligé de faire crédit à ses clients et employés; une partie importante de ce crédit fut perdue. Après le décès d'Alcide Savoie, ses biens seront administrés par Olivier Crochetière, qu'il a nommé son exécuteur-testamentaire.

En 1937, Maurice Savoie acquiert, de son beau-frère Émile Masse, du magasin général que ce dernier avait acquis quelques mois auparavant de la succession d'Alcide Savoie. Jusque-là, Maurice Savoie habite, avec sa famille, dans l'ancien hôtel de la rue Saint-Georges, près du magasin général. Après le départ de la veuve d'Alcide Savoie, Mme Prince, du logement situé au-dessus du magasin général, Maurice y emménage avec sa famille.

Cette année-là, Maurice Savoie se porte également acquéreur de l'agence régionale de distribution de produits pétroliers Imperial Oil. Celle-ci appartenait à Maurice Poudrier qui l'avait déménagée de Gentilly à Manseau en 1934. Le premier des grands réservoirs d'huile à chauffage construits sur le terrain de la rue des Peupliers, face à la rue Sainte-Sophie, date de cette époque. Le territoire de l'agence couvre une bonne partie des comtés de Nicolet et de Lotbinière et c'est un défi d'y faire les livraisons l'hiver. Roland Leboeuf avait accompagné son employeur, Maurice Poudrier, à Manseau; il continuera de faire les livraisons pour son nouveau patron. Plus tard, Guy Gervais sera aussi camionneur pour Maurice Savoie ainsi que Maurice Légaré, Isidore Guillot, Jean-Paul Richard et d'autres encore.

Trois autres fils d'Alcide Savoie, Jules, Jean et Alfred deviendront propriétaires du moulin à scie dont la raison sociale «Savoie Cie» sera changée en «Savoie Frères» tandis que François continue d'exploiter la ferme.

Le 17 juin 1933, Mgr Brunault, évêque de Nicolet, procède lors de sa visite pastorale, à la bénédiction d'une croix commémorative, située sur la rue Saint-Alphonse, près du pont enjambant la Petite Rivière du Chêne. Cette croix marque l'endroit où l'abbé Alfred Manseau avait célébré la première messe «officielle» à Moose Park, en novembre 1898. Quelques rares survivants présents à cette première messe, célébrée environ 35 ans auparavant, assistent à la bénédiction. Ils se rendront signer le procès-verbal à la sacristie, après la cérémonie.



Magasin général Savoie, devenu la propriété de Maurice Savoie en 1937. Remarquez les pompes à essence à l'avant.

En novembre 1933, un violent incendie détruit le moulin à scie d'Odilon Cajolet. Il s'agissait de l'ancien moulin Drolet, sur la rue Sainte-Sophie, au nord-ouest du village. Odilon Cajolet l'avait acquis de la Moose Park Lumber, à son arrivée à Manseau, en 1912. Cette dernière avait repris le moulin à scie d'un certain M. Boisvert, à la suite de l'exercice d'une garantie hypothécaire. Tout fut perdu dans cet incendie ainsi que les outils servant au travail du bois et de la maçonnerie. La bâtisse abritait aussi une manufacture de portes et fenêtres. Le moulin n'étant pas assuré, la perte est considérable et il ne sera pas reconstruit.

L'année précédente, en février 1932, un autre incendie avait failli dégénérer en conflagration: celui du magasin Joseph Demers, situé à l'emplacement des Ameublements Manseau Inc. aujourd'hui. Au moment de l'incendie, le magasin était loué à Albéric Bégin et son épouse, de Montréal, qui venaient y écouler un fond de mercerie. Les flammes endommagèrent deux maisons voisines, l'une appartenant à Wilfrid Jutras et occupée par Georges Turgeon, l'autre, propriété du moulin Savoie et louée à Euchariste Dionne. L'abbé Alcide Lemaire, selon son habitude, dirigeait les pompiers volontaires et les citoyens accourus pour aider en pleine nuit d'hiver et qui, malgré les moyens limités dont ils disposaient, réussirent après trois heures d'efforts constants à circonscrire les flammes. L'année suivante, Joseph Demers ouvrira un autre commerce de boucherie au village.

## Chronique n° 37

En 1935, le gouvernement libéral de Louis-Alexandre Taschereau adopte le plan Vautrin, nommé ainsi en l'honneur du ministre de l'Agriculture et de la Colonisation du temps, Irénée Vautrin. Le plan se veut un retour à la terre; il prévoit la prise en charge et l'installation de milliers de colons sur des lots vacants à la Couronne, partout en province et même dans de nouvelles paroisses créées en Abitibi et en Gaspésie. En fait,

on veut surtout sortir les sans-emplois mécontents des grandes villes où ils provoquent de l'agitation sociale et mettent en péril la réélection du gouvernement Taschereau, aux élections prévues en 1936. Entre 1935 et 1937, 29 411 jeunes gens au total bénéficient néanmoins du plan Vautrin.

Comme Manseau dispose de nombreuses terres de la Couronne inhabitées sur son territoire, un certain nombre de ces nouveaux colons viennent s'y établir, surtout dans le Petit-Montréal. Le colon désireux de s'établir sur une terre de la Couronne, pour la défricher, s'engage à respecter les conditions prévues au billet de location, sorte de contrat qu'il faut signer avec le représentant du ministère de l'Agriculture et de la Colonisation. Le colon doit y construire une maison, l'habiter et défricher une certaine superficie de terre dans un délai donné.

Les maisons, toutes pareilles, sont octroyées: elles doivent être conformes aux plans et devis du ministère, mesurer 20 pi x 20 pi (6 m x 6 m) et avoir un étage et demi. On peut encore en voir une, ici et là, surtout dans «la colonie», à Lemieux. Enfin, le colon reçoit une allocation mensuelle de 12 \$ lui permettant de subsister, le temps de défricher assez de terre pour devenir autonome. Lorsque les conditions énumérées au billet de location sont réalisées, il peut s'adresser au gouvernement pour obtenir l'émission de lettres-patentes qui constituent son titre de propriété clair et net sur son lot.

Le ministre Vautrin va, bien malgré lui, se retrouver au centre d'une controverse qui mettra son gouvernement dans un profond embarras. Pour aller visiter les nouvelles paroisses ouvertes en Abitibi et ailleurs, il s'était acheté une paire de pantalon et, fort maladroitement, avait fait payer cette petite dépense par son ministère. L'Opposition officielle, dirigée par Maurice Duplessis, qui voulait montrer que le gouvernement Taschereau était corrompu et gaspillait le fonds publics, découvrit cette «perle», lors d'une audience du Comité des Comptes Publics chargé d'étudier la gestion du gouvernement. Du jour au lendemain, «la culotte à Vautrin» devint un sujet de moquerie et de plaisanterie qui contribua fortement, avec d'autres facteurs, à la défaite cuisante du gouvernement Taschereau aux élections de 1936, permettant ainsi l'accession au pouvoir de Maurice Duplessis.

### **Chronique n° 38**

Au printemps 1935, le central téléphonique qui se trouve chez Albert Daigle depuis le début est déménagé, par son nouveau propriétaire, Joseph Charland, chez Dame Veuve Napoléon Paris puis, plus tard, sur la rue Saint-Alphonse, dans un local de la maison de Berthe Atkinson aujourd'hui, face à

l'église. Joseph Charland fait subir au central téléphonique d'importantes réparations et a l'intention d'installer une ligne rurale. A la suite de difficultés financières Albert Daigle avait dû se départir de certains de ses actifs: comme tant d'autres commerçants et hommes d'affaires, il avait été très affecté par la crise de 1929. Il sera même obligé de faire cession de ses biens en 1934 mais réussira néanmoins à sauvegarder une partie de son patrimoine. Avant Joseph Charland, le service de téléphone avait appartenu à André puis Roméo Laquerre de Fortierville.

À l'époque, Hector René exerce son métier de cordonnier dans son atelier situé rue Saint-Georges, à l'arrière du bureau de poste actuel. D'autres petits commerces existent en double et se font concurrence. Ainsi, on retrouve deux garages de mécanique générale à Manseau. Le premier appartient à Joseph Côté, sur la rue Saint-Alphonse, où se trouve le marché Minot de nos jours. Ce garage a été ouvert en 1932 sur un terrain obtenu d'Alcide Richer. Joseph Champagne possède le second garage, datant de 1933, situé dans une bâtisse à côté de l'étable où les paroissiens détellent les chevaux, rue Saint-Albert. Joseph Côté rachètera finalement le commerce de son compétiteur, fin 1934.

Pendant ces années, Romulus Bélair est encanteur et crieur à l'église.

Même si l'automobile gagne en popularité pour la promenade, les chevaux sont encore au cœur des travaux des champs. On les retrouve sur toutes les fermes et même, au village. Des maquignons comme Elphège Beaulieu et Robert Jacques passent souvent par les maisons pour vendre ou échanger des chevaux.

Il existe aussi deux salons de barbier: celui d'Adélar Jacques, repris plus tard par son frère Lionel et celui de Wellie Forcier sur la rue Saint-Albert, face au restaurant de Georges Barabé. Pour mieux attirer la clientèle, Wellie Forcier y avait installé une table de «pool»: l'endroit était, en conséquence, interdit aux mineurs.

En 1936, Esdras Poisson, qui fait le transport des malles, est remplacé par Joseph Monfette alors qu'Aimé Grenon devient cantonnier, à la place de Ludger Lecomte. Il faut dire que le poste de cantonnier est souvent réservé à un membre ou ami du parti au pouvoir. L'arrivée au pouvoir de Maurice Duplessis, cette année-là, signifie le remplacement des cantonniers libéraux par ceux de l'Union Nationale, à la grandeur de la province ou presque. Cette pratique fait partie des habitudes du temps et personne ne s'en offusque. Aimé Grenon demeure, à cette époque, dans le rang d'En-Haut, sur la terre de Georges Martel aujourd'hui, avec sa fille Claire et son fils Armand.



Maison de Wellie Forcier où est situé son salon de barbier, face au restaurant Chez Moïse.

On assiste également cette année-là, à la construction d'un pont couvert sur la Petite Rivière du Chêne, dans le rang d'En-Haut, ce qui fournira de l'emploi à une trentaine d'hommes. Le cinéma devient un loisir qui se répand et gagne en popularité à Manseau: on peut assister à des représentations périodiques de «vues animées» données par Hervé Gosselin.

Enfin, à l'été 1936, Arthur Drouin, de Sainte-Sophie-de-Lévrard, se porte acquéreur de l'hôtel Lustucru, de Napoléon Gagnon, sur la rue Saint-Albert, à l'arrière de la résidence d'Albert Geoffroy aujourd'hui. La grande salle de cet établissement sert aux assemblées publiques de toutes sortes, notamment aux séances des conseils municipaux et scolaires. Le Lustucru est au centre de la vie communautaire.

L'Unité Sanitaire de Nicolet, avec le Dr Bruno Lahaie et garde Girard, y tient des cliniques de sensibilisation à l'hygiène, de prévention des maladies contagieuses et de puériculture. L'Unité Sanitaire organise également des séances de projection de films relatifs à l'hygiène, aux bonnes habitudes de vie, à la prévention. Les films sont

projetés à l'extérieur, sur le mur blanc de la remise située à côté du presbytère. Une roue arrière du véhicule de l'Unité Sanitaire, que l'on soulève afin de la laisser tourner librement, sert à actionner une dynamo fournissant le courant pour le projecteur.

### **Chronique n° 39**

L'année 1937 s'annonce fertile en événements. Au printemps, le jeune Victor Patry, 13 ans, fait une chute à partir d'un pilier du pont des chars et tombe dans la rivière, profonde à cet endroit de 12 à 15 pi (3,6 m à 4,5 m). Des témoins tentent de venir à sa rescousse avec des cannes à pêche mais en vain: le jeune Patry disparaît sous la surface à quelques reprises et semble perdu. Il faudra l'intervention d'Alcide Dupont, âgé de 17 ans qui, dans un geste d'un courage et d'un sang-froid exceptionnels, au péril de sa vie, saute tout habillé à l'eau pour se porter au secours du jeune Patry qu'il réussit à ramener à terre, sain et sauf. Cet acte héroïque vaudra à son auteur des félicitations bien méritées.

En août 1937, le conseil du village conclut une entente avec la Shawinigan Water and Power pour l'électrification du village.

Ce sujet est fort controversé à l'époque: certains ne voient pas la nécessité de l'électricité alors que d'autres en craignent les coûts. L'accord prévoit, en outre, l'installation de 15 lumières de rues au village, en septembre. Le conseil municipal comprend les conseillers Henri Poisson, Gatien Trempe, Antonio Paillé, Omer Lecomte, Alfred Savoie et Joseph Monfette alors que Maurice Savoie en est le maire.

En septembre de la même année, des enfants découvrent le cadavre d'Aurèle Laroche, fils de Louis Laroche, dans un fossé le long de la voie ferrée entre Manseau et Villeroy. L'homme, âgé d'une vingtaine d'années, a eu le crâne, une jambe et un bras fracturés. Tout indique qu'il a été heurté par un train dans des circonstances bien mystérieuses. Il semble improbable qu'il ait été distrait au point de ne pas voir ou entendre venir un train alors qu'il marchait sur la voie. Aucun mécanicien de locomotive ne rapportera jamais cet incident. S'agissait-il d'un meurtre, d'un suicide ou d'un accident? Était-il tombé du train en marche? L'enquête permit d'établir que, dix jours auparavant, il était parti pour les chantiers. À défaut de témoins et d'indications à l'effet contraire, le coroner rend un verdict de mort accidentelle, l'homme emportant son secret dans sa tombe.

Toujours en septembre 1937, l'abbé Alcide Lemaire quitte notre paroisse. Né à Saint-Elphège le 28 décembre 1888 de parents cultivateurs, il est ordonné prêtre le 5 janvier 1913. Après son départ de Manseau, l'abbé Lemaire sera curé à Saint-Félix de 1937 à 1947 puis, à Sainte-Monique de 1947 à 1954. Il prend sa retraite à Drummondville et décède peu après à l'Hôpital Sainte-Croix de cet endroit, le 21 février 1955. Il repose au cimetière du Grand Séminaire, à Nicolet.

Du 29 décembre 1930 au 17 mars 1932, l'abbé Lemaire avait pu compter sur les services de l'abbé Roméo Doucet, alors en repos au presbytère de Manseau, pour l'assister dans son ministère. L'abbé Doucet est originaire de Sainte-Angèle-de-Laval

Le remplaçant de l'abbé Lemaire, l'abbé Frédéric Tétréau, est un homme brillant, cultivé et un excellent administrateur. Il croit aux idées sociales de son temps: la justice sociale, la coopération, la prise en charge par la population de son développement et, selon lui, il appartient à l'Église de promouvoir activement ces valeurs. En revanche, c'est un homme peu patient et peu enclin au compromis, ce qui l'entraînera dans des conflits mémorables avec certains de ses paroissiens tout aussi convaincus que lui de leur bon droit et il n'aura pas toujours le dernier mot.

L'abbé Tétréau aime les animaux: il possède sa propre ferme (propriété d'Armand Geoffroy aujourd'hui) où il élève vaches, porcs, chevaux, etc. On raconte que certains servants de messe, un petit sourire aux lèvres, guettaient ses genuflexions à la messe pour déceler, bien collées à la semelle de ses souliers, des preuves irréfutables qu'il avait visité ses volailles avant de se rendre à l'église ... Peu de temps après l'arrivée de l'abbé

Tétréau, André Lavertue remplace Émile Bergeron, comme sacristain. La tâche du sacristain comprend dorénavant l'obligation de s'occuper des animaux de l'abbé Tétréau, en plus du travail à l'église.

## **Chronique n° 40**

À la fin des années 1930, le réseau scolaire de Manseau est complet et restera tel quel, jusqu'au regroupement de 1958. À cette époque, tout ce qui concerne les écoles de notre paroisse relève du conseil scolaire composé d'un président, six commissaires élus parmi les paroissiens et un secrétaire-trésorier. Le conseil scolaire veille à l'entretien des écoles, à l'engagement des institutrices ou «maîtresses d'école» comme on les appelle alors et, lorsque le nombre des élèves le justifie, il peut procéder à la construction d'une école neuve dans un nouvel arrondissement.

Le territoire de Manseau est divisé, à ce moment, en sept arrondissements scolaires numérotés de 1 à 7 suivant l'ordre chronologique de leur création. Chaque école porte le numéro de son arrondissement. L'école n° 1 correspond au Couvent, situé sur la rue Saint-Alphonse, face à la Résidence de Manseau, dans le plus ancien arrondissement soit celui du village. L'école n° 2 est constituée de la première école du rang d'En-Haut située, avant l'été 1934, entre les résidences de Rita Vachon et Fernand Lacasse. Le terrain pour cette école avait été cédé au conseil scolaire en 1920. Cette dernière sera déménagée au centre de l'arrondissement en 1934, sur le terrain où se trouve l'atelier Machinerie Dubois aujourd'hui. Le travail sera exécuté par M. Plante, de Sainte-Monique.

L'école n° 3 se trouve dans le rang d'En-Bas, face à la route conduisant au Petit-Montréal. L'école n° 4 ou seconde école du rang d'En-Haut, se situe à côté de chez Gilbert Dupont aujourd'hui, côté sud, sur un emplacement prélevé sur l'ancienne terre de Maurice Pépin. La bâtisse servant d'école n° 5, celle du rang Belgique, appartient à Émery Daigle. Elle est située tout près de la seconde traverse de chemin de fer, du côté ouest du chemin du rang Belgique, près de l'endroit où se trouvait l'ancien moulin à scie d'Alcide Savoie. D'après les souvenirs de Romuald Turgeon, conservés sur un enregistrement audio datant de 1986, cette bâtisse, avant de servir d'école, était la maison de pension des employés du moulin à scie lors des chantiers d'Alcide Savoie, en 1913.

On retrouve l'école n° 6 dans le Petit-Montréal, dans la première courbe rencontrée dans ce rang en direction de Lemieux, côté nord du chemin. Enfin, l'école n° 7, dans l'arrondissement le plus récent, celui du Petit-Neuf, est voisine de la terre de Jean-Marie René, côté sud.

Jusqu'à l'été 1933, on ne retrouve, à Manseau, qu'un seul conseil scolaire regroupant



École du rang du Petit-Montréal, photo de fin d'année, début des années 1920. De gauche à droite, rangée arrière: Armand Grenon, Gabrielle Lebrun, Claire Grenon, Lisa Ancil, Gilberte Lebrun, Jeanne Lebrun et la maîtresse d'école, Clémentine Lebrun (Mme Gilles Ancil); rangée avant: Jeanne Ancil, Marguerite Lebrun, Annette Ancil et Armand Ancil. Coll. Armand Ancil.



Première école du rang d'En-Bas, face à la route du Petit-Montréal

village et paroisse. En 1931, les habitants du Petit-Neuf, de plus en plus nombreux et dont les enfants fréquentent le Couvent au village, demandent leur propre école. Le projet traîne en longueur. Il faudra attendre 1933 et la formation de deux conseils scolaires séparés, village et paroisse, pour que le conseil scolaire de la paroisse autorise la construction d'une école dans le Petit-Neuf.

La construction est confiée à Joseph Dufour et l'école est terminée au début de l'année 1934. Elle

entre en fonction immédiatement après son approbation par l'inspecteur d'écoles Armand Desjarlais. On y retrouve 22 élèves sous la direction de l'institutrice Laurette Landry. La construction ayant été faite selon les plans et devis du gouvernement, le conseil scolaire reçoit, à cette occasion, un octroi de 1 200 \$ du gouvernement, pour aider à défrayer les coûts de cette école.



Élèves de l'école du Petit-Neuf en 1942. De gauche à droite, rangée arrière: Maurice Héon, Marie-Berthe Patry, Hélène Hamel, Jeannette Beaulieu, Rosaire Beaulieu et l'institutrice, Monique Demers; deuxième rangée: Jacqueline Pépin, Françoise Hamel, François Gagné, Lise Lapointe; troisième rangée: Jean Martel, Roger Beaulieu, Alcide Geoffroy, Bruno Patry, Calixte Geoffroy, René Leblanc; quatrième rangée: Gérard Leblanc, Yvonne Pépin, Jacqueline Hamel, Céline Hamel, Gisèle Geoffroy, Lorraine Leblanc; rangée avant: André Hamel, Dolorès Beaulieu, Gisèle Leblanc et Gaétane Leblanc.

## Chronique n° 41

On retrouve à Manseau, en ces années-là, un peu plus de 200 élèves répartis entre les sept écoles du territoire, dont environ la moitié fréquente le vieux Couvent au village. Les niveaux de scolarité offerts varieront avec les années. Certaines années, il existe une classe préparatoire permettant aux enfants de six ans n'ayant pas débuté l'école en septembre, de fréquenter celle-ci pendant les trois derniers mois de l'année scolaire régulière. Il n'est pas rare non plus de faire commencer l'école à des enfants de cinq ans, avec succès. Il y a même un cas précis et exceptionnel où un enfant de quatre ans et demi fut admis afin de pouvoir atteindre le minimum requis de dix élèves par école. Cela s'est produit pour l'école du rang Belgique, une certaine année.

Chaque école reçoit, au moins une fois l'an, la visite de l'inspecteur d'école, chargé de veiller au bon fonctionnement des écoles de son district. Sa visite s'accompagne d'un congé de devoirs et de leçons pour les élèves, appelé «congé de l'inspecteur». À cette occasion, l'inspecteur remet parfois aux institutrices des primes à l'enseignement. À sa visite de 1932, l'inspecteur Desjarlais remettra à Mme Gilles Anctil deux primes de 15 \$ chacune, respectivement pour succès et années d'enseignement. Il soulignera aussi, lors de sa visite de 1935 pour la collation des certificats d'études primaires, le fait que le Couvent de Manseau, sous la direction des RR.SS. de l'Assomption, se classe premier avec ses élèves pour le district. Enfin, mentionnons que Lucille Fleury, âgée de 100 ans (en 2007), est probablement l'institutrice à avoir enseigné le plus longtemps dans l'une de nos écoles de rang soit pendant 14 ans, avant son mariage en 1941. Elle a enseigné dans les années 1920 et 1930 surtout à l'école no 2 du rang d'En-Haut qui se trouvait à proximité de chez elle.

Les conseils scolaires sont souvent réticents et même, en certains endroits, refusent catégoriquement d'engager des femmes mariées comme institutrices. La mode du temps veut les épouses au foyer. De plus, les femmes mariées risquant naturellement de tomber enceintes, on craint que leur grossesse ne trouble certains élèves. Les commissaires de notre paroisse semblent avoir fait preuve d'ouverture à ce sujet, en engageant, lorsqu'il convenait de le faire, des femmes mariées dont Mesdames David Beaulac, Gilles Anctil, Annette Soucy, Rose-Aimée Leblanc, Blandine Jutras, Joseph Hébert et Cécile Durand.

En revanche, il semble qu'il n'y ait jamais eu de maître d'école à Manseau, avant 1958. Les salaires dans l'enseignement étant peu élevés, les hommes instruits optaient souvent pour des occupations plus profitables. Mais la véritable raison pour expliquer l'absence de maîtres, au cœur de la mentalité du temps, était que l'on considérait l'éducation comme étant l'affaire des femmes, jugées plus aptes à faire respecter l'ordre, la discipline, la propreté chez les

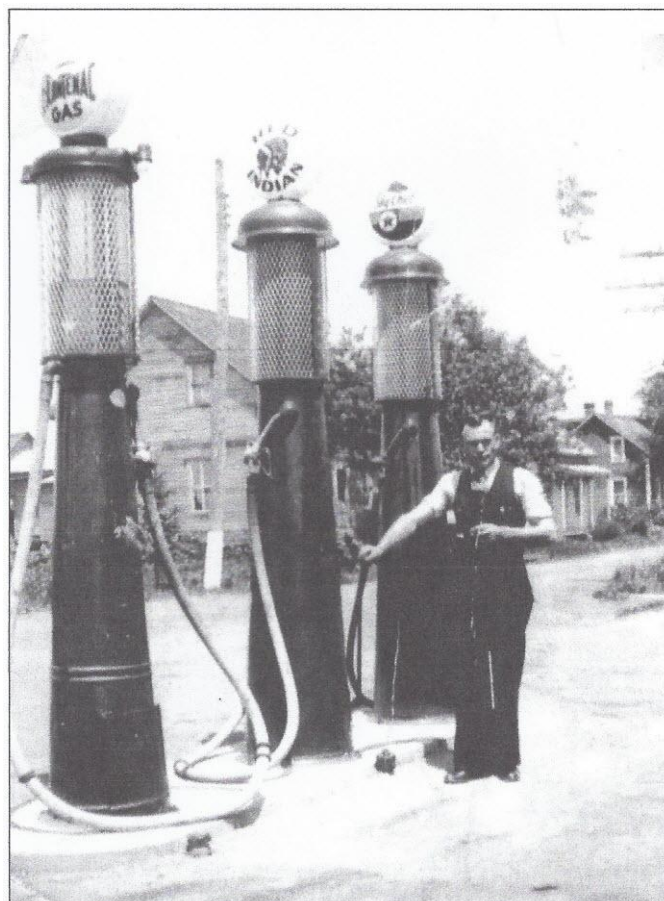
les élèves et à gagner leur confiance. Nous devons beaucoup, effectivement, à toutes ces enseignantes, laïques et religieuses.

## Chronique n° 42

Peu après son arrivée à Manseau en 1937, l'abbé Frédéric Tétreau fait procéder à l'installation de l'électricité, à l'église et au presbytère. Il convainc également les deux conseils municipaux, paroisse et village, d'abandonner le Lustucru comme lieu de rassemblement public pour le soubassement de l'église. L'abbé Tétreau débute également la présentation de films à cet endroit. Les représentations, les jeudis soirs, remportent beaucoup de succès. Le prix d'entrée est de 0.25 \$ et les profits vont à la réduction de la dette de la Fabrique.

En mars 1938, Téléphore Soucy acquiert la part d'Arthur Bernier dans la forge des frères Bernier, sur la rue des Peupliers, qu'eux-mêmes avaient acquise d'Alphonse Kirouac, le 10 avril 1909. Puis, en 1942, il achète la part de son beau-père, Émile Bernier, dont il a épousé la fille, Berthe Bernier, le 7 mai 1938.

Traditionnellement, le forgeron de la place fabrique les cercueils, M. Soucy en vient donc à suivre des cours d'embaumement au printemps 1938. On imagine sans peine les inconvénients de ces corps non embaumés, exposés lors des journées chaudes d'été. La première personne embaumée par ses soins, sous la



Joseph Nobert avec ses pompes à essence devant le garage.



Joseph Nobert et sa voiture taxi.

supervision de Maurice Gaudet, fut Albertine Desaulniers, l'épouse de Me J.-Frédéric Paré, décédée en 1938. Plus tard, la même année, Joseph Dufour sera le premier défunt embaumé par M. Soucy, sans supervision.

Télesphore Soucy qui, de son propre aveu, n'aimait guère le métier de forgeron, ajoutera bientôt la vente d'instruments aratoires et de machinerie agricole à son commerce. Puis, avec les années, il mettra sur pied un service d'ambulance et de corbillard.

L'année 1938 voit également l'apparition de la malle rurale à Manseau: Armand Bernier en sera le premier postillon. C'est aussi cette année-là que Georges Barabé décède. Son restaurant de la rue Saint-Albert, sera repris par sa fille Hermance et son gendre, Adrien Turgeon. .

À l'été 1938, le célèbre homme fort du Québec, Victor Delamarre, visite Manseau avec ses fils dont les tours de force épatent l'assistance. Delamarre défie, amicalement, les hommes forts présents d'égaliser ou, même, de surpasser ses exploits; plusieurs relèvent le défi.



AlbaAlbani Sénécal et l'association des Zouaves pontificaux de Saint-Hyacinthe. M. Sénécal est le quatrième homme debout à partir de la droite, dans la rangée arrière. Coll. Lucien Sénécal.



Le Couvent, dirigé par les Soeurs de l'Assomption de la Sainte Vierge, après les travaux de réfection et d'agrandissement réalisés en 1939.

En 1939, Joseph Côté vend son garage de mécanique générale situé à l'endroit où se trouve le marché Raymond Minot aujourd'hui, sur la rue Saint-Alphonse, à Joseph Nobert. Le dentiste Racine fait également du bureau à cette époque à l'hôtel Lustucru.

Albany Sénécal, originaire de Saint-Hyacinthe, acquiert cette année-là la ferme d'Édouard Demers, située dans le rang du Petit-Neuf. M. Sénécal fait partie, avant son arrivée à Manseau, du corps des zouaves pontificaux de Saint-Hyacinthe. Le corps des zouaves regroupe des volontaires chargés de défendre, éventuellement par les armes, le Pape et le Vatican, en cas de menace armée étrangère. Il faut se rappeler que la situation est tendue en Europe, dans les années 1930 et plusieurs craignent pour la sécurité du Pape. Des jeunes hommes, fervents catholiques comme M. Sénécal, s'engagent en grand nombre dans ce mouvement patriotique, prêts à être transportés en Europe en cas de besoin pour défendre le Vatican. Heureusement, la neutralité du Vatican sera respectée pendant toute la durée de la guerre de 1939-45. L'Association des Zouaves du Québec (AZQ) mettra fin à ses activités en 1993, après près de 100 ans d'existence.

En 1939 également, à l'été, on procède à des travaux importants de réfection du vieux Couvent au coût total de 4 500 \$ dont une partie sera défrayée par le gouvernement. On y aménagera même une petite chapelle. Cependant, il faudra attendre cinq ans avant qu'une première messe y soit célébrée par l'abbé Tétreau, en 1944. Les RR.5S. de l'Assomption, qui ne comptaient que sur des dons, avaient eu besoin de tout ce temps pour amasser les fonds requis à l'achat des objets de culte de la chapelle.

En 1939, quelques mois avant la déclaration de guerre, nos citoyens peuvent acclamer et rendre leur salut au roi d'Angleterre George VI et à la reine lors de leur passage dans un train spécial à Manseau. Le couple royal est en visite officielle au Canada en mai et juin 1939 afin de resserrer les liens d'amitié

avec l'Angleterre, suite à la détérioration de la situation en Europe.

### Chronique n° 43

Le 1er septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne et provoque la Seconde Guerre mondiale. Comme en 1914, le Canada, devenu officiellement indépendant depuis l'adoption du Statut de Westminster en 1931, appuie l'Angleterre. Dès le début, le premier ministre canadien Mackenzie King promet qu'il n'y aura pas de conscription mais le 12 juillet 1940 la mobilisation de tous les hommes célibataires est ordonnée dans un délai de trois jours. Cette mesure, qui sent la conscription à plein nez, donne lieu, du 12 au 15 juillet, à une folle course au mariage, les hommes mariés étant dispensés du service militaire. On s'arrache les robes de mariées et les alliances dans les magasins; on fait la file pour se marier.

Le 27 avril 1942, le gouvernement, fort de l'appui massif des anglophones obtient, par référendum, d'être délié de sa promesse de ne pas instaurer la conscription. Les francophones votent majoritairement «non» au référendum mais doivent se plier à la décision de la majorité anglophone, tout comme en 1917. La conscription proprement dite, pour le service outremer, ne deviendra effective qu'à l'automne 1944.

Au début de 1943, les carnets de rationnement font leur apparition. Les achats massifs de denrées alimentaires par le gouvernement pour soutenir l'effort de guerre prioritaire entraînent une pénurie de certains produits comme le sucre. Les carnets garantissent donc que chaque famille reçoive sa juste part de ce qui reste disponible sur le marché. La première distribution de carnets à Manseau a lieu, vers mars 1943, au magasin général de Maurice Savoie. Pour assurer le bon ordre, le village a été divisé en deux sections et on a assigné à chaque rang un jour différent de la semaine pendant lequel les citoyens viennent chercher leurs carnets, remis par des bénévoles au magasin.

Ces carnets de rationnement feront par la suite l'objet d'un marché noir florissant même si la chose était strictement défendue. Les carnets se vendaient librement et chacun pouvait s'en procurer assez facilement.

À compter du début de 1943, le gouvernement du Québec encourage les cultivateurs à produire davantage pour augmenter l'effort de guerre et développe un programme de surproduction agricole. Un comité paroissial est mis sur pied dans chaque municipalité du Québec, pour inciter les cultivateurs à garder leurs terres, promouvoir la remise en culture de terres abandonnées et opter pour de nouvelles cultures. À Manseau, ce comité est formé de l'abbé Tétreau,

Charles St-Pierre, maire de la paroisse et président du Cercle agricole, Eusèbe Barbeau, secrétaire du Cercle agricole, Gatien Trempe, maire du village et François Savoie, directeur de la Société d'Agriculture. Pendant la durée de la guerre 1939-45, la production de beurre diminue, dans le comté de Nicolet et partout au Québec, au profit de celle du fromage, exporté vers l'Angleterre. À cause de la guerre, les Anglais ne peuvent plus s'approvisionner en fromage en Europe. Dès le début des hostilités en Europe, les beurriers d'ici sont encouragés à produire du fromage que les Anglais consomment de préférence au beurre. Omer Lecomte suivra, en 1939-40, des cours de fabrication de fromage. Il se classera 2e aux examens de son groupe et recevra une bourse en récompense de ces bons résultats.

De plus, pour financer l'achat de matériel militaire, le gouvernement doit bientôt recourir aux emprunts publics. À chaque campagne d'emprunt (au nombre de neuf de 1941 à 1945), chaque paroisse se voit fixer un objectif financier et l'on demande à la population d'acheter des obligations ou bons de la Victoire jusqu'à concurrence de ce montant. Lors d'une campagne d'emprunt, tenue fin 1942, l'objectif de Manseau se chiffre à la 000 \$ soit le 4e objectif le plus élevé du comté de Nicolet, après la ville de Nicolet (60 000 \$), Gentilly (20 000 \$) et Saint-Grégoire (11 000 \$). À Manseau, cet objectif sera dépassé.

Sur le plan militaire certains de nos paroissiens servent dans les forces armées, à des degrés divers dont: Bruno Leblanc (infanterie), Paul Blanchette, Ubald Blanchette, Gérard Brûlé, Donat Masse, Armand Roux, Robert Turcotte (infanterie), Clément Lemay (aviation), le Dr André Proulx, Arthur Dupont (artillerie) et Armand Anctil (fit l'entraînement seulement).

Il semble toutefois que seul Laurent Crochetière, enrôlé volontaire à Montréal le 16 avril 1942, ait effectivement participé aux combats en Europe. Après une période de formation d'officier à Saint-Jérôme, Québec puis à Brockville, Ontario, il est affecté au régiment de Châteauguay, à Trois-Rivières avant son embarquement pour l'Angleterre, le 20 janvier 1943. Laurent Crochetière rejoint ensuite le régiment Princess Louise Fusiliers avec le grade de lieutenant. Il débarque en Italie le 1er décembre 1943 et participe aux combats jusqu'à la reddition allemande, en mai 1945. Laurent Crochetière sera démobilisé en janvier 1946 et reviendra au pays pour occuper un emploi en comptabilité au moulin à scie Savoie Frères.

#### Chronique n° 44

On retrouve, à la fin des années 1930 début 1940, entre autres commerces, la boucherie d'Armand Bernier (depuis au moins 1935), rue Saint-Georges, à l'emplacement de Jacques Tremblay aujourd'hui. Ouverte en 1937 dans une maison située en face de sa résidence actuelle, rue Saint-Alphonse, la cordonnerie



Le restaurant Daigle Chez Fine. De gauche à droite: Henri Turgeon, Adalbert Croteau, Isabelle Daigle, Renaud Girouard, Albert Turgeon et Richard Gervais.



Incendie du magasin général de Maurice Savoie en février 1940. Coll. Bertrand Savoie.

de Thomas Leboeuf durera pendant 47 ans. Il s'agit sans doute ici d'un record de durée et de longévité à Manseau, pour un commerce exploité par un même propriétaire, au même endroit.

On remarque également trois restaurants: celui d'Herman Genest, à l'emplacement d'Albert Geoffroy aujourd'hui; celui de Louis-Joseph Paris, rue Saint-Georges, dans la maison qui abritait la banque, face à Me Normand Provencher (maison qui n'existe plus aujourd'hui). Enfin, à partir de 1941, on retrouve le restaurant Daigle, rue Saint-Georges, entre la maison de la famille Daigle et la voie ferrée, restaurant appelé Chez Fine, tenu par Isabelle Daigle:

L'hiver, les chemins des rangs ne sont pas encore ouverts à la circulation automobile. L'entretien des rues du village est confié, pour l'hiver 1937-38, à Henri Beauchesne. La patinoire, située sur la rivière à l'arrière du moulin à scie Savoie, se trouve placée sous la responsabilité d'Eugène Cadieux, à cette époque. Les bandes sont faites de longs blocs de glace que l'on découpe dans la rivière et qui peuvent avoir environ 6 po (15 cm) d'épaisseur. Les buts sont aussi faits de la même manière.

On démolit, en 1939, la maison des «sectionnaires» située le long de la voie ferrée, à l'ouest de la gare et de la rue Saint-Albert, la bâtisse exigeant trop de réparations.

Un autre bâtiment historique, le magasin général Savoie va, lui aussi, disparaître lors d'un incendie survenu le 20 février 1940, en pleine nuit et par un froid cinglant. À cause de l'ampleur du brasier, on craint, pendant un certain temps, pour la gare et les maisons environnantes mais les pompiers et volontaires attirés sur les lieux par la sirène du moulin à scie réussissent finalement à circonscire les flammes. Selon l'habitude, l'abbé Tétreau participe, lui aussi, aux opérations.

### Chronique n° 45

En 1940, la succursale de la Banque Canadienne Nationale se trouve chez Arthur Bernier, rue Saint-Georges (Réal Lebrun aujourd'hui). Située à l'origine chez Cyriac Kirouac à l'angle des rues Saint-Georges et des Peupliers et tenue par sa fille Marie (Mme Philippe Gervais) pendant huit ans, cette succursale avait été transférée vers 1925 à Dame Veuve Napoléon Paris (là où Angèle Paris avait mis en fuite les voleurs à coups de revolver, en 1931), avant d'être finalement confiée à Arthur Bernier.

À l'hiver 1940-41, Émery Daigle, maître de poste depuis 1922, décède. À cette époque et depuis au moins le début des années 1930, le bureau de poste est situé à l'arrière de chez Philippe Gervais, dans une annexe de la maison. D'après les souvenirs du Dr Bertrand Savoie, «il faut passer dans la cour de la maison principale et sous la corde à linge de Marie Kirouac, pour avoir accès au bureau de poste. Le local est exigu et surchauffé l'hiver. À l'arrivée des sacs postaux vers 15h, tout le village réussit à s'y entasser. Certaines personnes viennent y chercher des lettres qu'elles s'adressent elles-mêmes pour avoir le plaisir de se frotter aux autres habitants du village!»

Émery Daigle récupère aussi des boîtes de conserve vides lorsqu'elles ne sont pas rouillées et qu'elles sont cuivrées à l'intérieur. Bertrand Savoie et ses amis Turgeon lui en apportent régulièrement que M. Daigle paye un sou par boîte, «rubis sur l'ongle».

En mars 1941, Estelle Paré, aidée de sa sœur Juliette, devient maître de poste. Vers 1946, le bureau de poste déménage sur la rue Saint-Georges, dans l'ancienne maison de Maurice Savoie, dont Me Frédéric Paré vient de faire l'acquisition, fin 1945. Au printemps 1941, les citoyens de Manseau, paroisse et village, sont appelés à se prononcer pour



À gauche, la Banque Canadienne Nationale tenue par Arthur Bernier; à droite, la maison du notaire Paré à compter de la fin de 1945. On y retrouvera le bureau de poste tenu par Estelle et Juliette Paré vers 1946. Le bureau de poste se trouvait auparavant chez Philippe Gervais.

ou contre l'adoption de l'heure avancée. À cause de la guerre, le gouvernement fédéral incite fortement toutes les provinces à adopter l'heure avancée car cette mesure favorise l'économie d'énergie en permettant une heure de clarté de plus en fin de journée. À l'époque, chaque municipalité au Canada peut, par résolution de son conseil, décréter ou non l'heure avancée pourvu que sa province l'autorise sur son territoire (certaines provinces, comme la Saskatchewan, refusant d'envisager l'heure avancée sur son territoire).

On imagine sans peine le fouillis: certaines municipalités optent pour l'heure avancée alors que d'autres restent à l'heure normale. Au Québec, cette situation sera rapidement corrigée par une loi du gouvernement qui enlèvera ce pouvoir discrétionnaire aux municipalités. Dorénavant, seul le gouvernement du Québec est habilité à décréter l'heure avancée uniformément sur son territoire.

En attendant, en 1941, au village de Manseau, l'adoption de l'heure avancée ne fait pas l'unanimité et certains s'y opposent: c'est donc par voie de référendum que le conseil décide de consulter ses concitoyens. Le 18 avril 1941, les contribuables de Manseau village choisissent finalement l'heure avancée par 10 voix de majorité seulement, mesure qui entrera en vigueur le 1er mai suivant.

#### Chronique no 46

Parmi les nombreux travaux publics, mis de l'avant par les gouvernements Taschereau et Duplessis, pour lutter contre le chômage et relancer l'économie après la «Crise» de 1929, il s'en trouvait un particulièrement ambitieux: relier Montréal et Québec au moyen d'une route directe sur pavage de béton. Confié au ministère de la Voirie, le projet consistait, dans un premier temps, à réaliser les deux voies nord, entre Québec et Montréal, où l'on circulerait dans les deux directions, d'ailleurs. Vers 1960, l'ajout des deux autres voies sud, séparées des



Ernest Villeneuve participe à la construction de la Transcanadienne à l'âge de 17 ans, en 1941.

premières par un terre-plein, allait compléter le projet. L'autoroute 20, baptisée plus tard

«Jean-Lesage», sera dorénavant un lien routier privilégié entre Québec et Montréal.

Au printemps 1941, le chantier des voies nord approche de Manseau. La future transcanadienne porte, à ce moment, le nom de route n° 9, «Boulevard Sir Wilfrid-Laurier». La seule autre route sur pavage dur du comté de Nicolet est la route no 3 longeant le fleuve. D'après une publication de l'époque, la route n° 3 est en macadam, sorte de revêtement consistant en grosses pierres avec du gravier fin compacté, recouvert d'argile ou de goudron pour en assurer l'étanchéité. La route 49 qui traverse Manseau (aujourd'hui route 218) est décrite comme une route sur gravier première classe.

À l'automne 1941, le chantier de la route n° 9 fournit de l'emploi à 78 travailleurs. De ce nombre, 48 proviennent des Trois-Rivières et 4, du Cap-de-la-Madeleine, choisis parmi les chômeurs et sans-emplois demandant du secours direct à ces deux villes (le secours direct est la responsabilité des municipalités, à cette époque). Le travail consiste naturellement à abattre les arbres, les mettre en tas, les faire brûler (ce qui occasionnera plusieurs feux d'abattis, hors contrôle, tout le long du parcours), essoucher le terrain au moyen de chevaux et d'un tracteur de la Voirie, creuser des fossés et faire le terrassement. Les hommes logent dans des camps situés à Saint-Louis-de-Blandford et répartis en dortoirs, cuisines et bureaux. Le contremaître Eddie Vien, de Victoriaville, assure la bonne marche du chantier. En 1944, le revêtement de béton de la route n° 9 est complété à Manseau.

Le maire des Trois-Rivières, Arthur Rousseau, ayant eu vent de rumeurs à l'effet que les travailleurs se plaignent de mauvais traitements, sent le besoin, en bon politicien, de venir faire une visite surprise sur le chantier, pour vérifier par lui-même la



Ernest Villeneuve, lors des travaux de construction de la Transcanadienne en 1941.

situation. Après avoir visité les installations et pris un repas en compagnie des travailleurs, il peut s'assurer que les rumeurs sont exagérées et que les hommes, dans l'ensemble, se montrent satisfaits de leurs conditions de travail excepté les salaires, jugés trop bas. Chaque homme gagne 3 \$ par jour sur lesquels on retient 0.75 \$ pour la pension. Il reste donc à chacun, en moyenne, de 10 \$ à 12 \$ par semaine, montant que les hommes considèrent insuffisant pour faire vivre décentement les familles nombreuses du temps.

### **Chronique n° 47**

Une nuit de juin 1943, vers 1 h du matin, un train de fret de 60 wagons réfrigérés percute, à grande vitesse, l'arrière d'un autre convoi qui recule sur la voie ferrée. Sous la violence du choc, la locomotive du convoi réfrigéré se renverse en travers du passage à niveau, tout près du restaurant Daigle. Le restaurant se retrouve entouré de wagons et de débris de toutes sortes. Le vacarme réveille le village; certains croient même à un bombardement. Isabelle Daigle, qui se prépare à fermer le restaurant pour la nuit, s'en tire indemne malgré la vapeur bouillante qui s'échappe de la locomotive renversée.

Des incidents reliés à la voie ferrée se produisent forcément de temps à autre. En mars 1942, Adrien Boucher voit son cheval s'arrêter au passage à niveau, incapable de tirer plus loin sa charge par manque de neige sous les patins du «sleigh». Il n'a pas le temps de dételer son cheval que déjà un train le heurte à mort. En 1947, deux chevaux appartenant à Joseph Vallières de Saint-Louis-de-Blandford prennent le mors aux dents en entendant passer un train à côté d'eux alors qu'on est occupé à charger sur leur voiture un épandeur à engrais à l'entrepôt de la gare. Ils prennent l'épouvante: ils échappent à leur conducteur et, au lieu de s'éloigner du convoi, vont se jeter dessus, se tuant sur le coup.

La même année, Joseph Nobert se prépare à traverser la voie ferrée quand une panne de moteur soudaine et imprévue immobilise son automobile au beau milieu du passage à niveau alors qu'un train se pointe à l'horizon au même instant. M. Nobert tente bien de dégager la voie en poussant sur la voiture de toutes ses forces mais c'est le train qui s'en charge à sa place, infligeant de lourds dommages à son véhicule.

### **Chronique n° 48**

En 1942, la population de Manseau se chiffre à 1 180 habitants dont 442 pour le village et 738 pour la paroisse. Il s'agit d'une légère augmentation par rapport à 1931 mais aussi une indication que Manseau n'a pas les ressources pour absorber l'accroissement naturel de la population et que certains doivent quitter pour gagner leur vie ailleurs.

Ainsi, le rang Belgique qui comptait, dans ses bonnes années une vingtaine de maisons, voit sa

population décliner. Déjà en 1931-32 on ne compte que neuf élèves d'inscrits (dont sept présents) dans l'école de ce rang. Pourtant, on en retrouvait 36 lorsque Romuald Turgeon la fréquentait au début des années 1920 et que la maîtresse d'école était Régina Brûlé. Cette année-là, en 1931-32, Fernande St-Pierre y fait la classe à cinq divisions. Le nombre d'élèves fluctuera par la suite car l'arrivée ou le départ d'une seule famille nombreuse peut signifier trois ou quatre élèves en plus ou en moins, à l'école. Quoiqu'il en soit, en 1943 on ne trouve plus que quatre élèves dans le rang Belgique; de 1943 à 1945, la classe se fait dans la maison d'Adrien Boucher, située entre l'école et la voie ferrée. Liliane St-Onge et Pauline Dionne y enseigneront. La grande école, trop vaste pour si peu d'élèves, ne sert déjà plus.

À cette époque, les terres de la paroisse de Nicolet-Sud sont considérées comme les meilleures du comté de Nicolet avec une valeur moyenne de 12 000 \$ chacune tandis que celles de Manseau, Lemieux et Ste-Marie se retrouvent à l'opposé avec une valeur moyenne de 4 800 \$ chacune. Le revenu moyen de chaque agriculteur du comté de Nicolet se chiffre à 1 131 \$ en 1942; ce revenu moyen est de 2 400 \$ par agriculteur dans la paroisse de Nicolet-Sud, la plus riche; Manseau se classe 21<sup>e</sup> sur 25 avec un revenu annuel moyen de 730 \$ par agriculteur. Manseau est cependant un centre reconnu pour la production de la pomme de terre et voici une statistique qui fera sourire les agriculteurs d'aujourd'hui: la moyenne de la production laitière en 1941 est de 4 447 livres (2 022 kg) de lait, par vache, dans le comté de Nicolet.

En revanche, Manseau possède la plus grande des 26 scieries en activité dans le comté. À cause des commandes pour soutenir l'effort de guerre, le moulin Savoie Frères emploie plus d'une centaine de personnes et fonctionne jour et nuit. On n'y fait, en ce temps-là, que la « refente » et le planage du bois uniquement. Le bois équarri provient surtout du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse, un peu du Québec et de l'Ontario. Le bois traité, consistant en sapin, épinette et pin, est expédié en Ontario, au Québec et aux États-Unis. Le transport se fait surtout par le train mais du bois parvient au moulin à scie en provenance du port de Saint-Pierre-les-Becquets, l'un des quatre ports du comté de Nicolet en opération en 1942 avec celui situé à l'embouchure de la rivière Nicolet, celui du Port St-François et celui de Sainte-Angèle-de-Laval (seul quai en eau profonde du comté de Nicolet).